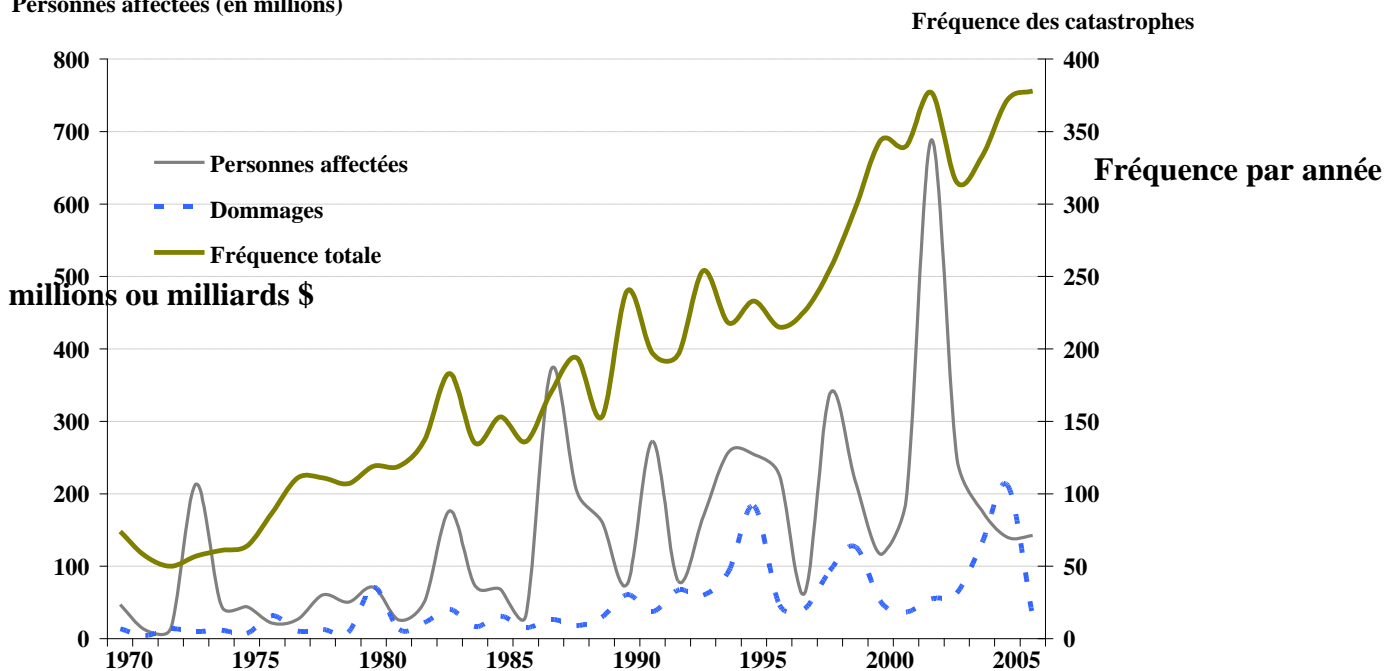


L'aggravation des risques de catastrophes naturelles appelle à un nouveau mode de gestion

NATIONS UNIES, NEW YORK, 1^{er} juillet. Les catastrophes naturelles devenant plus fréquentes et plus violentes, un rapport de l'ONU publié aujourd'hui fait la recommandation suivante: la réponse actuelle par des appels de fonds ponctuels et par des contributions volontaires devrait être complétée par un fonds permanent qui permettrait mieux d'aider les pays à faire face aux situations de crise et à prendre des nécessaires mesures de prévention à long terme.

Entre 2000 et 2006, il y a eu plus de quatre fois plus de catastrophes, en moyenne, chaque année, que pendant les années 70 (*Graphique*). Les dommages qu'elles causent, qui se montent actuellement à 83 milliards de dollars en moyenne par an, sont sept fois plus élevés. Selon certaines estimations, ces dommages pourraient atteindre plus de mille milliards par an, au cours de la décennie qui vient, chiffre prenant en compte le coût d'une prévention efficace et des actions de secours et d'atténuation des conséquences.

Dommmages (en milliards d'USD)
Personnes affectées (en millions)



Source : ONU, DAES

Le rôle que le changement climatique peut jouer dans cette évolution est impossible à déterminer, mais les scientifiques qui croient qu'il existe un lien entre changement climatique, variabilité du temps et survenue des catastrophes sont nombreux. Comme le note le Rapport de l'ONU *World Economic and Social Survey 2008: Overcoming Economic Insecurity* (Situation économique et sociale dans le monde en 2008: Surmonter l'insécurité économique), les compagnies d'assurance prévoient déjà de fortes hausses des sinistres causés par les caprices du temps au cours de la prochaine décennie

La montée des risques dans les pays pauvres accroît leur insécurité économique, souligne le document, qui décrit également les aspects macroéconomiques de l'insécurité, ainsi que les séquelles des guerres civiles (*voir les autres communiqués de presse*).

Très récemment, le tremblement de terre qui a ébranlé le Sichuan, en Chine, a affecté 15 millions de personnes; le cyclone Nargis, qui a ravagé la Birmanie en mai, en a touché environ 2,4 millions. Mais, comme le souligne le document de l'ONU, des événements de moindre ampleur provoquent une insécurité permanente dans des nombreux pays en développement.

En outre, les pays en développement sont plus gravement affectés que les autres par les catastrophes naturelles. Les récentes inondations du Midwest, aux États-Unis, rappellent certes que tous les pays peuvent être frappés mais, alors que le cyclone Nargis a fait, selon certaines estimations, plus de 90.000 victimes en Birmanie, l'ouragan Charley, qui avait touché les États-Unis en 2004 et était, lui aussi, classé en catégorie 4, n'avait fait que 30 morts.

Statistiquement, les populations des pays à bas revenu risquent 20 fois plus de mourir d'une catastrophe naturelle et ont 80 fois plus de risques de voir leur vie bouleversée que les habitants des pays à haut revenu. En outre, en termes réels, les dommages sont plus importants dans les pays en développement que dans les économies développées.

Le développement est la meilleure défense

La forte vulnérabilité des pays en développement aux risques naturels vient de leurs caractéristiques structurelles habituelles. Le manque d'infrastructures réduit la capacité de réaction aux catastrophes et l'absence de diversification économique accroît l'importance des dommages économiques que celles-ci causent. Cette situation se retrouve dans la plupart des économies dépendant fortement de l'exportation de un nombre limité des produits agricoles.

Voici les mesures qu'il faudrait prendre pour atténuer les risques: renforcement des infrastructures, disponibilité de crédits à taux abordable et aménagement du territoire – mesures qui passent évidemment au second plan lorsqu'il faut d'urgence porter secours. On néglige également, jusqu'au moment où il est trop tard, la mise en place des systèmes ef-

ficaces de suivi et d'alerte et la formation et l'équipement des personnels secouristes. Lier les stratégies de développement à moyen terme aux activités de secours permettrait de sauver des vies et de sauvegarder les moyens d'existence de la population.

La nécessité de systèmes d'information météorologiques sensibles qui permettraient d'alerter très tôt les populations en cas d'ouragan ou de tsunami ne fait que souligner les problèmes résultant de la déficience, voire de la baisse de l'aide internationale à l'investissement dans les infrastructures en général, au cours des dernières décennies.

Pour se préparer aux catastrophes et y faire face, il est crucial d'adopter des mesures préventives pour palier les risques d'insécurité alimentaire. Il faut aussi résoudre la crise chronique du logement et remédier à l'insuffisance des règles d'urbanisme, car l'insalubrité des immeubles et le non respect des codes d'urbanisme aggravent la vulnérabilité des villes.

Un fonds mondial pour faire face aux catastrophes

Des mécanismes innovants ont été récemment mis au point pour mutualiser les risques venant des catastrophes. Le document de l'ONU évalue l'efficacité de certains d'entre eux, comme le mécanisme d'assurance des récoltes, au Malawi, indexé sur le temps qu'il fait et les polices d'assurance contre les tremblements de terre et les orages basées sur la magnitude de la secousse ou la vitesse du vent en Turquie, au Mexique et aux Caraïbes. Le document conclut que ces mécanismes peuvent, au mieux, avoir un rôle complémentaire. En l'absence de bonnes infrastructures et de marchés financiers solides, les mécanismes d'assurance n'arriveront pas à couvrir les dommages, seront réservés aux plus riches, laissant les pauvres de côté ou bien seront d'un coût exorbitant.

L'ONU propose une mesure plus ambitieuse: un **fonds mondial contre les catastrophes** basé sur un engagement multilatéral. Le coût annuel serait de 2,5 milliards de dollars, ce mécanisme pourrait unifier les responsabilités existantes et fournir des moyens sûrs immédiatement disponibles pour atténuer les risques, rétablir les situations et la reconstruction.

Le système de contributions volontaires sur lequel la communauté internationale s'appuie actuellement est souvent influencé par des liens géopolitiques et des autres biais. De plus, les promesses se concrétisent rarement en totalité et, lorsque c'est le cas, ne sont en fait qu'une réallocation de ressources, ce qui crée des pénuries ailleurs. Le fonds mondial permanent soutenant une politique intégrée, que propose le rapport de l'ONU, serait mieux à même de fournir une aide immédiate et fiable après les catastrophes et d'aider les pays à mieux parer aux risques avant que les catastrophes ne surviennent.

Pour plus ample information, contacter Tim Wall, Département de l'information (ONU), Section du développement, 1 212 963 5851, wallt@un.org.